



Les algériens et l'école

**(Sondage d'opinions réalisé du 23 au 29 septembre 2009
auprès d'un échantillon de 1243 personnes de 18 ans et
plus, représentatif de la population algérienne adulte)**

Les algériens et l'école : entre opinion qualifiée et opinion de citoyen

Said IGHILAHIRIZ

Directeur ECOTECHNICS

Les algériens et l'école. Le sujet est d'actualité. Comme de nombreux autres on en a beaucoup parlé mais les premiers concernés, c'est-à-dire les algériens, parents d'élèves ou citoyens, ont été peu sollicités sur ce sujet, pour ne pas dire pas du tout. Ce premier sondage se veut un pas dans le sens de leur donner la parole. La publication rapide, motivée d'abord par des impératifs d'actualité, ne doit pas occulter les problèmes méthodologiques, ou même de démocratie que pose ou amène un sondage de ce type. Le premier est non des moindres est : faut-il une qualification pour émettre un avis sur l'école. Autrement dit que vaut l'avis sur l'école de la frange de la population qui n'y a pas eu accès ou qui n'y a eu qu'un accès limité ? L'avis des parents d'élèves est-il plus qualifié ou plus légitime que l'avis des autres citoyens ? La démarche que nous avons adoptée était de ne pas procéder par exclusion à priori mais de faire les séparations nécessaires au moment de l'analyse. Un tel pari est toutefois difficile car l'actualité ne laisse pas le temps nécessaire pour prendre suffisamment de recul. En pratique la difficulté qui surgit est que précisément la population (adulte) dont le niveau d'instruction est faible (disons de analphabète jusqu'au niveau moyen) a une manière de répondre particulière sur de nombreuses questions, comme la manière dont l'école remplit son rôle, le niveau de l'école, la méthode d'enseignement, la place des différentes matières, etc. Une partie importante répond en effet « je ne sais pas » préférant ne pas donner d'avis sur une question sur laquelle elle ne se sent pas qualifiée. Une autre tout aussi importante se place dans un avis médian qui, en quelque sorte, tempère les extrêmes. Quelle lecture faut-il faire alors de cet équilibre forcé ? Ne faut-il pas s'en abstraire par une méthode ou une autre ? Quelle valeur auraient alors les résultats ? La publication des résultats renvoie donc à toutes ces questions qui n'ont pas de réponses immédiates. On ne nous en voudra pas donc, je l'espère, de les avoir quand même proposé à publication. Cette publication fera sans doute aussi avancer le débat. Mais avant tout elle livre des résultats intéressants. Le premier est que les algériens, tout au moins les adultes, ont une vision de la manière dont l'école remplit ses différents rôles qui n'est pas très tranchée. Si ceux qui trouvent qu'elle remplit ces rôles de manière satisfaisante ne constituent pas la majorité. Ceux qui trouvent qu'elle ne les remplit pas du tout ne sont pas majoritaires non plus. On se retrouve donc dans une situation médiane, mais il faut savoir que, plus le niveau d'instruction est élevé, et plus les personnes interrogées ont un point de vue critique. Les opinions sur le niveau ou la méthode d'enseignement sont moins équilibrées. La balance penche plutôt du côté de ceux qui sont les plus critiques. Concernant la place des différentes matières, on ne serait pas surpris de trouver qu'en majorité les algériens trouvent que pour un bon nombre d'entre elles, comme les matières scientifiques, l'histoire et la géographie, la langue arabe, les algériens trouvent que la place qui leur est accordée est suffisante. Ils trouvent par contre insuffisante la place dédiée au sport, à la musique, au dessin et à ... l'éducation religieuse. Doit-on être surpris aussi, si, dans leur majorité, les algériens approuveraient l'enseignement des matières scientifiques en langue étrangère ? Surprise aussi, qui à elle seule aurait justifié cette publication, on apprend que la majorité des algériens sont pour

l'enseignement de tamazight sur tout le territoire national même si cet enseignement partage ceux qui voudraient qu'il soit obligatoire et ceux qui le voudraient facultatif. Reflet de la réalité aussi, la proportion de parents ayant au moins un enfant qui prend des cours particuliers est très élevée, de la même manière que l'est celle de ceux qui ont au moins un enfant fréquentant ou ayant fréquenté une école coranique en complément à l'école publique. Enfin, sur la semaine scolaire à 5 jours, une majorité approuve la mesure mais sans nécessairement partager celle de l'allongement de l'année scolaire. Il faut toutefois noter que pour la première, il est peut être un peu prématuré pour juger, le sondage ayant été réalisé à un moment où les algériens n'avaient pas encore eu le temps d'en voir les différentes facettes.

La méthode du sondage

Il porte sur l'école définie comme les niveaux du primaire et du moyen. Il a été réalisé du 23 au 29 Septembre, auprès d'un échantillon représentatif de la population algérienne de 18 ans et plus de 1243. La méthode d'échantillonnage est celle des quotas, avec comme variables de quotas, la région, la dispersion géographique, le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. C'est la méthode la plus couramment utilisée pour les sondages d'opinion. C'est le cas en France par exemple où les sondages d'opinion sont réalisés systématiquement suivant cette méthode sur des échantillons d'une taille similaire.

La méthode consiste à répartir l'échantillon à enquêter suivant les variables de quota exactement de la même manière que la population mère se répartit suivant ces variables. Dans de nombreux pays les variables utilisées se limitent au sexe, la CSP (Catégorie socioprofessionnelle) et l'âge. Dans notre cas on a rajouté la région et la dispersion géographique. Par ailleurs on a préféré utiliser le niveau d'instruction de préférence à la CSP. Cette dernière est en effet plus délicate à repérer sur le terrain et augmente ainsi le risque de ne pas enquêter autant d'individus par CSP qu'on le voudrait mais surtout pourrait fausser l'analyse. Le niveau d'instruction est lui aussi bien relié que la CSP à pratiquement tous les phénomènes socio-économiques. Les régions utilisées sont les suivantes : Nord Est, Nord Centre, Nord Ouest, Alger, Kabylie, les Aures, Hauts plateaux Est, Hauts plateaux, Ouest, Sud Est, Sud Ouest. La dispersion géographique distingue entre l'urbain et le rural. Quatre tranches d'âge sont distinguées : 18-24 ans, 25-34, 35-54, et 55 et plus. Cinq niveaux d'instruction sont distingués : Analphabète, primaire, moyen, secondaire, supérieur.

Une équipe de 31 enquêtrices et 6 contrôleurs a été utilisée pour ce sondage. Il a été réalisé sur environ sur 74 communes réparties sur les régions citées. Dans chaque commune le sondage s'est déroulé sur plusieurs points d'enquête dans le rural et l'urbain.

Les questions posées

Elles sont relatives d'une part aux rôles de l'école et le degré suivant lequel sont assumés ces rôles, le niveau d'enseignement et les raisons perçues pour expliquer ce niveau, la méthode d'enseignement, la place donnée aux différentes matières, l'avis sur une proposition d'enseignement des matières scientifiques en français, les mesures envisageables pour réformer l'école, les mesures récentes sur

le week end et l'année scolaire, l'enseignement de tamazight et enfin quelques questions s'adressant seulement aux parents d'enfants scolarisés : le secteur juridique d'enseignement, les cours particuliers, les cours à l'école coranique. Les questions ont été posées à tous les personnes interrogées sans distinction du fait qu'elles soient ou non parents d'enfants scolarisés. L'exploitation du sondage permet évidemment de différencier ces deux catégories. Les questions ont été posées en arabe, en français ou en kabyle suivant la langue que comprenait l'interviewé.

Les rôles de l'école : en premier un rôle de compléter l'éducation donnée par les parents

Cinq rôles ont été identifiés. Cette liste peut être complétée par la personne interrogée elle-même, la possibilité lui étant laissée de citer d'autres rôles. Le sens de la question est de savoir si la personne interrogée pense que le rôle qui lui est cité fait partie effectivement du rôle de l'école ou non. Les cinq rôles proposés sont :

- Compléter l'éducation donnée par les parents
- Donner les valeurs et les connaissances pour être un bon citoyen
- Donner les connaissances nécessaires en matière de religion
- Donner les bases nécessaires pour faciliter l'apprentissage d'une profession
- Donner une bonne base de connaissances et de culture générale

On ne sera pas étonné de voir que l'écrasante majorité des algériens approuve à chaque fois ces différents rôles, puisque dans tous les cas le taux d'acceptation de chaque rôle cité dépasse les 84 %. Ce taux d'acceptation diffère par contre d'un rôle à l'autre : 93% pour compléter l'éducation des parents, 91% pour donner les valeurs nécessaires pour être un bon citoyen, 87% pour faciliter l'apprentissage d'une profession, 90% pour donner une bonne culture générale, et enfin le rôle qui recueille le moins de suffrage est celui de donner les connaissances nécessaires en matière de religion. Mais il en recueille quand même 84%. Le niveau élevé de ces taux fait qu'on ne constate pratiquement aucune différence au sein de la population suivant les différentes variables caractéristiques de la population : région, dispersion géographique, sexe, âge ou niveau d'instruction. Les différences observées entre les deux sexes, les tranches d'âge, ou les niveaux d'instruction dépassent rarement les 5%. Il n'y a pas de différences non plus entre les personnes qui ont des enfants actuellement scolarisés et celles qui n'en ont pas.

Compléter l'éducation des parents comme premier rôle

A la question des rôles qui d'après eux sont prioritaires, les sondés répondent qu'il s'agit d'abord de compléter l'éducation des parents. Chez 52 % ce rôle est cité comme le premier rôle prioritaire. 16% le citent en deuxième et 12% en troisième. 82% le citent donc parmi les trois premiers rôles prioritaires. Comme rôle prioritaire, 14% des personnes interrogées citent aussi en premier « donner les valeurs et les connaissances nécessaires pour être un bon citoyen ». Ce rôle vient loin derrière « compléter l'éducation des parents ». Les proportions pour les autres rôles sont pratiquement les mêmes : 14% pour donner les connaissances nécessaires en matière de religion, 9% pour donner les connaissances nécessaires pour pouvoir apprendre une profession et 8% pour le rôle de donner une bonne culture générale.

Si on somme, pour chaque rôle, les individus qui le citent parmi les trois premiers rôles, on trouve 82% pour compléter l'éducation des parents, donner l'éducation pour être un bon citoyen est cité par 64% des sondés, donner les connaissances en matières de religion par 56%, donner les

connaissances pour pouvoir apprendre un métier par 51% et enfin donner une bonne culture générale par 46%.

La majorité des algériens pense que la manière dont l'école remplit ces différents rôles est moyennement satisfaisante

On observe, ici, que c'est pour le rôle de compléter l'éducation des parents que la proportion de satisfaits est la plus importante, soit 37%. Pour tous les autres rôles, la proportion de satisfaits va de 28% (pour l'insertion professionnelle) à 33% (culture générale). En fait, c'est surtout la proportion de moyennement satisfaits qui est à chaque fois la plus importante. Elle est sensiblement la même allant de 42% à 44%. Enfin, la proportion de personnes qui trouvent que l'école ne remplit pas le rôle cité va de 18% à 20% pour le rôle de compléter l'éducation, à 20% les connaissances pour être un bon citoyen ou la culture générale pour atteindre 25% pour l'éducation religieuse et l'insertion à la formation professionnelle.

En fait il faut noter que dans la majorité des cas, les personnes interrogées ont tendance à noter les rôles de la même manière. C'est-à-dire qu'une majorité de personnes parmi celles qui trouvent que l'école remplit de manière satisfaisante son rôle de compléter l'éducation des parents, trouvera aussi qu'elle remplit de manière satisfaisante les autres rôles et inversement. Au total, la diversification des avis quant à la manière dont est rempli un rôle ou un autre ne touche qu'une proportion relativement faible de la population.

Lorsqu'on s'intéresse aux opinions dans les différentes catégories de la population, des différences assez nettes apparaissent. Mais il faut noter au préalable que contrairement à d'autres questions du sondage, il y a sur la question de l'avis sur la manière dont sont remplis les différents rôles très peu de personnes qui répondent « je ne sais pas », même parmi les personnes analphabètes ou d'un faible niveau d'instruction. Ceci signifierait que malgré le faible niveau d'instruction la quasi-totalité des personnes interrogées se sentent suffisamment interpellés ou en position légitime pour donner un avis sur la manière dont l'école remplit ses différents rôles. On verra que ceci n'est pas le cas pour des questions plus techniques sur le niveau, la méthode ou la place des différentes matières.

Des différences significatives apparaissent lorsqu'on compare les opinions exprimées dans l'urbain et celles exprimées dans le rural, celles des hommes et celles des femmes ou enfin celles des différentes tranches d'âge entre elles. Le sens est systématiquement le même pour les cinq rôles cités : les ruraux sont plus satisfaits que les urbains, les femmes plus que les hommes et les plus âgés plus que les plus jeunes. Par exemple pour le rôle considéré comme prioritaire, celui de compléter l'éducation donnée par les parents, 44% de ruraux sont satisfaits contre 33% d'urbains, 42% des femmes sont satisfaites contre 32% des hommes, 27% des 18-24 ans contre 48% des 55 ans et plus. Mais ces différences sont sans doute en très grande partie déterminées par le niveau d'instruction. C'est ainsi que les analphabètes sont majoritairement satisfaits (51%) sur la manière dont l'école assure ce complément d'éducation alors qu'ils ne sont que 26% du supérieur à l'être. Le degré de satisfaction par rapport à la manière dont l'école remplit ses différents rôles semble fortement déterminé par le fait qu'on ait eu accès à l'école ou non ou que cet accès ait été limité ou non.

L'absence d'accès ou un accès limité amenant à être moins exigeant, comme si cela permettait de mieux mesurer la valeur du peu qui y serait donné.

Phénomène intéressant à noter aussi, les parents d'élèves seraient moins exigeant que ceux qui ne le sont pas : 44% des parents d'élève sont satisfaits contre 34% pour ceux qui ne sont pas parents d'élèves. L'effet semble ici aussi dû au niveau d'instruction. Plus de 40% des personnes qui ne sont pas parent d'élève ont un niveau supérieur ou égal au secondaire alors qu'ils sont seulement 26% pour ceux qui sont parents d'élèves.

Le niveau de l'école algérienne : seuls 20% des algériens jugent qu'il est bon

La proportion de l'opinion qui pense que le niveau de l'école algérienne est bon est plutôt faible (moins de 20%). Cette proportion est plus faible que celle de ceux qui pensent que le niveau est bas (26%). La majorité est d'avis que le niveau est moyen : près de 50%.

On observe des écarts significatifs, mais pas excessifs, entre sexe, région, tranches d'âge ou entre l'urbain et le rural, dans le jugement que l'enseignement soit d'un bon niveau ou non. La variable la plus discriminante est, ici, le niveau d'instruction : les analphabètes sont 32% à trouver que le niveau est bon contre seulement 13% dans le supérieur.

On observe une plus grande tolérance de ceux qui sont parents d'écoliers par rapport au niveau de l'enseignement : 25% des parents pensent que le niveau est bon contre 18% des non parents.

Les raisons du bon niveau pour ceux qui trouvent que le niveau est bon

Pour tester les raisons qui expliqueraient le bon niveau, on a proposé aux personnes interrogées les trois raisons suivantes : la compétence des enseignants, la méthode d'enseignement qui est bonne, les élèves qui font beaucoup de matières.

Parmi les personnes qui pensent que le niveau est bon, qui sont donc environ 20% de notre population d'algériens adultes, l'écrasante majorité approuve ces différentes raisons. Le bon niveau des enseignants recueille 91%, la méthode d'enseignement 87% et enfin le fait qu'il y ait beaucoup de matières qui sont enseignées 84%. On n'observe pas de différences entre ruraux et urbains, ou entre les hommes et les femmes ou enfin entre les différentes tranches d'âge. Il est remarquable de noter ici qu'il n'y a pas non plus de différences entre les différents niveaux d'instruction. En fait tout se passe comme si dès lors qu'on entre dans la catégorie des personnes qui acceptent l'idée que l'école serait d'un bon niveau les différences s'estompent considérablement.

L'explication du niveau moyen ou bas : la compétence des enseignants et le nombre de matières trop élevé

On a aussi proposé à ceux qui disent que le niveau de l'école est moyen ou bas, une série de raisons qu'ils peuvent ou non partager. Ce sont : les enseignants ne sont pas compétents, les élèves ont trop de matières, la méthode d'enseignement est mauvaise, les classes sont surchargées, on n'enseigne pas suffisamment de matières en langue étrangère. Rappelons que ceux jugent le niveau moyen ou bas constituent 75% (49% le jugent moyen et 26% bas).

Pour donner les raisons du fait que le niveau soit moyen ou bas, la raison du nombre trop élevé de matières est citée par 86% des personnes d'entre eux. Celle de la surcharge des classes par 80% et celle de la mauvaise méthode par 79%. L'incompétence des enseignants vient relativement loin derrière avec 64%. Vient enfin le fait qu'on n'enseigne pas suffisamment de matières en langue étrangère qui ne recueille que 45%. 25% des personnes jugeant le niveau moyen ou bas citent d'autres raisons pour expliquer cela notamment sur les rôles respectifs des parents et de l'administration.

On a demandé ensuite aux personnes interrogées de sélectionner les trois premières raisons pour lesquelles d'après eux le niveau de l'enseignement est moyen ou bas et de les classer. Les résultats font apparaître 30% environ qui citent comme première raison l'incompétence des enseignants, 28% le nombre élevé de matières, 19% la méthode d'enseignement qui serait mauvaise. 9% citent en premier d'autres raisons et enfin seulement 1% le fait qu'on n'enseigne pas suffisamment de matières en langue étrangère.

La prise en compte du nombre de personnes qui citent une raison donnée comme expliquant le niveau moyen ou bas du niveau, et qui le citent aussi comme 1ère, 2ème ou troisième raison, fait apparaître deux raisons principales qui arrivent à égalité pratiquement : l'incompétence des enseignants et le nombre de matières trop élevé. Vient ensuite mais avec une importance deux fois moindre par le nombre de personnes concernées, la mauvaise méthode d'enseignement et enfin presque à égalité, la surcharge des classes. Presque avec la même importance viendraient les différentes raisons citées par les enquêtés eux-mêmes. Enfin la faiblesse du nombre de matières enseignées en français a un poids pratiquement négligeable.

Il n'y a pratiquement pas de différences entre les classements des ruraux et ceux des urbains et dans les classements suivant les différentes tranches d'âge. Certaines différences existent par contre entre les hommes et les femmes. Ces dernières mettent plus l'accent sur le nombre de matières et la surcharge des classes, alors que les hommes insistent plus sur la compétence des enseignants ou d'autres raisons qu'eux-mêmes avancent. Les différences suivant le niveau d'instruction sont aussi importantes. Beaucoup plus que les autres niveaux d'instruction, ceux qui sont les plus élevés ont en effet tendance à avancer beaucoup plus la méthode d'enseignement comme raison d'explication du niveau moyen ou bas de l'enseignement.

La situation individuelle (occupé, chômeur, femme au foyer, retraité etc.) ne montre pas non plus de différences très accentuées quant aux manières d'expliquer le niveau de l'enseignement ainsi que dans le classement de ces raisons. Enfin il existe quelques différences selon que l'on soit parent d'élève ou non. Par exemple pour la compétence des enseignants, ils sont 61% des parents à l'approuver, mais 66% des non parents dans le même cas.

La méthode d'enseignement : une majorité pense qu'elle privilégie la mémorisation et la restitution mécanique

La méthode d'enseignement : la mémorisation

A la question demandant leur avis sur la méthode d'enseignement en choisissant entre deux avis, l'un disant que la méthode privilégie la mémorisation et la restitution mécanique des connaissances et un autre avis disant qu'elle encourage l'esprit critique et la démarche scientifique, 59% des personnes sondées sont plutôt de ce dernier avis et 31% du premier. 11% ne savent pas.

Il n'existe pratiquement pas de différence entre milieu rural et milieu urbain pour ce jugement. Il y a un grand écart par contre entre hommes et femmes : 66% des hommes disent que la méthode est basée sur la mémorisation et la répétition contre 52% des femmes. Une différence existe aussi entre les jeunes et les plus âgés. Ces derniers sont dans une moindre proportion à considérer que la méthode est basée sur la mémorisation et l'apprentissage. Mais l'écart le plus significatif est sans doute celui lié au niveau d'instruction. Ils sont seulement 46% des analphabètes à penser que la méthode d'enseignement est basée sur la mémorisation, alors que les personnes du niveau supérieur sont 69% à le penser. Dans la mesure où les jeunes, les hommes et le milieu urbain font apparaître des niveaux d'instruction plus élevés que les vieux, les femmes ou les ruraux, les différences constatées dans ces différentes catégories s'expliquent essentiellement par cette différence de niveau d'instruction.

On peut faire la même remarque quand on regarde les avis selon la situation individuelle. On ne trouve pas en effet de différence très élevée entre les occupés permanents, les occupés occasionnels, les chômeurs ou les étudiants, qui comprennent une importante composante de personnes aux niveaux d'instruction élevés et les retraités et les femmes au foyer chez qui on constaterait l'inverse. Chez le premier groupe, ils sont 67% à trouver que la méthode est plus basée sur la mémorisation et la restitution mécanique. Il faut noter que c'est aussi dans la catégorie retraités et femmes au foyer que se retrouvent les proportions les plus importantes de personnes qui n'ont pas d'avis. Cette proportion est de 23% chez les retraités et 19%, contre moins de 5% pour les autres groupes.

Il n'y a pas non plus de différences importantes entre les parents et les non parents. Parmi les premiers 56% considèrent que la méthode est basée sur la restitution contre 60% chez les non parents. Dans le but de vérifier l'hypothèse précédente que les différences sont pour l'essentiel déterminées par les différences de niveaux d'instruction, on vérifie à contrario, que parents et non parents se répartissent de manière quasiment identique par niveau d'instruction.

La place accordée aux différentes matières : plutôt suffisantes sauf pour le sport, la musique, le dessin et les langues ainsi que...l'éducation religieuse

On a cherché à savoir comment les algériens estiment l'importance accordée à chaque matière, sa place dans l'enseignement donné, est elle suffisante, insuffisante, ou si elle correspond à ce qu'il faut.

De manière globale on observe, ici, une proportion de personnes répondant qu'elles ne savent pas, qui totalise entre 15 et 22%. Cette proportion correspond à peu près à celle qu'on avait trouvée plus haut chez les retraités et les femmes au foyer lorsqu'on demandait un avis sur la méthode utilisée. On avait émis l'hypothèse que ceci était lié au niveau d'instruction plutôt bas des femmes au foyer et des retraités. Ceci apparaît bien quand on croise les avis émis sur les différentes matières en fonction du niveau d'instruction. On voit ainsi que les personnes qui répondent je ne sais pas se recrutent essentiellement chez les analphabètes, à un degré moindre dans le primaire et enfin dans le moyen. Chez les premiers il y a 43% qui répondent je ne sais pas. Chez les deuxième et troisième respectivement 17 et 8%. Enfin dans le supérieur, il n'y a que 1% qui répond « je ne sais pas ».

Ceci s'explique très bien car pour émettre un avis sur la place donnée à chaque matière, un minimum de qualification pour ce faire est nécessaire. Cela pose évidemment la question de comment prendre les jugements des personnes analphabètes ou peu instruites sur les questions sur la place accordée aux différentes matières.

Pour l'ensemble des matières, la proportion de personnes jugeant que la place est suffisante dépasse rarement les 50%. Elle atteint exceptionnellement 58% pour les mathématiques et l'arabe. Le reste des matières se divise en deux groupes. Le premier groupe est celui des matières où la proportion de personnes jugeant que la place est suffisante va de 45 à 50% et où la proportion de personnes jugeant la place insuffisante est inférieure à 30% sauf exception (pour le français où il atteint 37%) : il s'agit de la physique, des sciences naturelles, de l'histoire et de la géographie, de l'éducation civique et du français. Il y a ensuite le groupe où la proportion de personnes jugeant la place suffisante est inférieure à 40%. Dans ce groupe, la proportion de ceux qui trouvent la place accordée insuffisante est très élevée. Elle va de 42 à 48% et est donc supérieure à la proportion de ceux qui trouvent la place suffisante. Ces matières sont le sport, la musique, le dessin, les autres langues et l'éducation religieuse.

Connaissant l'effet du niveau d'instruction mis en exergue précédemment, il est intéressant de voir comment il joue ici.

Chercher à répondre à cette question fait déboucher sur un résultat intéressant. A savoir que si on fait abstraction des personnes qui répondent « je ne sais pas », la proportion de personnes répondant « juste ce qu'il faut » pour chaque matière est systématiquement décroissante en allant du niveau d'instruction le plus bas au plus élevé. La proportion de celles qui répondent insuffisant est, elle, ascendante. L'explication se trouve dans le fait que pour les analphabète, ou les plus bas niveaux, comme le primaire et le moyen, les personnes qui ne veulent pas répondre « je ne sais pas » mais qui n'ont pas nécessairement un avis bien formé, se rabattent sur la modalité « juste ce qu'il faut » pour ne pas donner une réponse extrême sans y avoir réellement réfléchi. Il semble donc que pour ces questions pour se faire une idée réaliste il faut plutôt analyser les réponses des personnes du secondaire et du supérieur. On retrouve alors la constatation précédente d'une division des matières en deux groupes. Celles qui sont considérées avec une courte majorité (légèrement au dessus de 50%) comme ayant une place « juste ce qu'il faut » et celles qui sont considérées avec la

même courte majorité ayant une place insuffisante. Les matières des deux groupes étant celles qu'on a repérées plus haut.

L'enseignement des matières scientifiques en français

A la question « Il y a des gens qui pensent que parmi les choses qui pourraient améliorer (davantage) le niveau de l'école algérienne, ce serait d'enseigner les matières scientifiques (maths, sciences, technologie, physique, chimie) en langue étrangère et laisser les autres en arabe », 59%, soit la majorité, seraient de cet avis. 26% trouvent que ce serait une mauvaise chose. 10% ne savent pas alors que 5 % la trouvent ni bonne ni mauvaise, et 1% bonne si le changement de langue se fait pour l'anglais.

Le score atteint est relativement élevé et il convient de tenter une explication.

On a vu à plusieurs reprises dans les résultats de ce sondage que les réponses des personnes qui ne se sentaient pas qualifiées pour répondre à des questions techniques sur l'enseignement préféraient s'abstenir ou avancer une réponse conformiste. Dans le cas qui nous concerne, adopter une réponse conformiste serait d'être du même avis que celui cité dans la question.

La première idée est donc d'enlever cet effet en analysant les réponses par niveau d'instruction. Si on le fait, l'analyse montre qu'effectivement la proportion de personnes favorables à la proposition augmente avec le niveau d'instruction. Elle passe ainsi de 51% pour les analphabètes à 68% pour le supérieur. En réalité les proportions pour les analphabètes, les primaires et les moyens sont quelque peu faussées par les importantes proportions de personnes qui répondent « je ne sais pas ».

Si on ne tient pas compte de la population qui répond « je ne sais pas ». La proportion de personnes favorables à l'idée devient beaucoup plus fluctuante, mais elle atteint des niveaux élevés à pour tous les niveaux d'instruction. Elle devient 69% parmi les analphabètes. Quasi identique à celle des individus du supérieur, soit 68%.

Les autres variables que le niveau d'instruction ne montrent pas de différences notables : les différences entre les ruraux et les urbains, les femmes et les hommes, et entre les différentes tranches d'âge ne montrent pas de différences notables.

Le même constat peut être fait quand on analyse les réponses selon la situation individuelle. Il faut toutefois tenir compte ici de l'effet du niveau d'instruction qui se ressent fortement chez les retraités et les femmes au foyer. Ces catégories sont en effet celles où la réponse « je ne sais pas » est la plus fréquente. Pour ces catégories, la proportion d'avis favorables est « mécaniquement » surestimée.

Enfin l'analyse ne montre aucune différence dans les réponses selon que la personne est parent d'élève ou non.

Au total, il semblerait qu'il y ait réellement un intérêt dans la population relativement à l'enseignement des matières scientifiques en français. Ceci est assez paradoxal dans la mesure où lorsqu'on a proposé aux personnes sondées le faible nombre des matières enseignées en français comme explication au faible niveau ou au niveau moyen de l'enseignement, cette explication ne recueillait pas un score très élevé. Elle était rarement classée aussi parmi les trois raisons prioritaires. Il faudrait donc sans doute interpréter cet

intérêt comme une absence de rejet à priori d'une solution, même si elle peut être
« affectivement et politiquement chargée ».

De quoi alimenter un riche débat sur l'école

Les suggestions des algériens pour améliorer l'école algérienne : Mieux former les enseignants, diminuer le nombre de matières, revoir la méthode d'enseignement

La question posée était celle-ci : « *Vous personnellement, qu'est-ce que vous aimeriez que l'Etat fasse, en priorité, pour que le niveau de l'école algérienne s'améliore ?* ». 63% des algériens se sont exprimés sur cette question en formulant des suggestions, 23% répondent « *je ne sais pas* » (dont près des deux tiers sont des analphabètes ou de niveau primaire) et 14% disent qu'ils n'ont aucune proposition à faire, car satisfaits par l'école (rappelons qu'à la question concernant le niveau de l'enseignement dispensé à l'école, 20% le considèrent « *bon* », 26% « *bas* » et 49% « *moyen* »).

Les suggestions de ces 63% d'algériens convergent vers trois propositions- ***les plus fréquemment citées : mieux former les enseignants, diminuer le nombre de matières enseignées et modifier la méthode d'enseignement.***

Travailler à former des enseignants compétents et pédagogues

Les algériens sont préoccupés par l'encadrement pédagogique. Leurs propos insistent sur les efforts à faire pour ***améliorer le niveau des enseignants par des formations continues et d'actualisation de leurs connaissances.*** Il y en a même qui ajoutent qu'il est indispensable que le corps enseignant puisse bénéficier de *programmes de formation axée sur la pédagogie d'enseignement avec les enfants*, sur la manière de transmettre la connaissance mais aussi sur la *manière de se comporter avec eux.*

Bien entendu, ***la surcharge des classes***, toujours selon les enquêtés, est un problème qui doit être sérieusement pris en charge et de façon urgente car elle pénalise lourdement la qualité de l'enseignement (on rappelle que les cycles d'enseignement concernés par cette enquête ont été le primaire et le moyen).

Diminuer le nombre de matières enseignées et le volume horaire d'enseignement

C'est l'une des suggestions qui revient également le plus souvent. Un nombre élevé de matières, un volume horaire jugé important (surtout pour les enfants du primaire, précisent-ils) inquiètent les algériens. Ils souhaiteraient les voir réduits. Et souvent le lien est fait avec la lourdeur extrême du cartable des enfants.

Dans une problématique proche de cette suggestion, d'autres suggestions qui reviennent assez souvent insistent sur la nécessité de ***revoir les programmes*** dans le sens d'un meilleur « dosage » des matières, ***en axant sur les matières scientifiques essentielles et/ou sur les langues étrangères.*** L'accent étant mis aussi sur la généralisation de ***l'apprentissage de l'informatique.***

Revoir la méthode d'enseignement

Apparemment, les algériens ne semblent pas satisfaits de la « méthode » d'enseignement. Ils proposent de la modifier. Ils attendent une autre méthode qui, celle- là, **permettrait une meilleure acquisition des connaissances et une façon « plus attrayante » de transmettre des connaissances.** « Une méthode qui s'appuie plus sur l'expérience, par exemple... » pourra t- on lire. D'autres partent du fait qu'une grande partie des devoirs- maison consistent à demander à l'élève d'apprendre par cœur, pour s'élever contre cette méthode qu'il qualifie en arabe « *el h'fadha barq* » et souhaiter une autre méthode.

Par ailleurs, parmi les personnes qui citent ce type de suggestion, on évoquera ceux qui désirent une méthode qui s'appuie davantage sur des principes scientifiques ou tout simplement et plus fréquemment, **une stabilité** dans les méthodes utilisées au cours de toute la scolarité de l'enfant.

Un peu éloignée de cette de cette suggestion, mais qui lui est liée d'une certaine façon, celle qui évoque la façon/la manière dont l'enfant est « traité » à l'école. Pour certains, l'amélioration de l'école algérienne passe aussi par une meilleure considération de l'élève : « *prêter plus d'attention à l'élève, à ses difficultés spécifiques, à ses problèmes pédagogiques*», « *mieux se comporter avec lui, que ce soit de la part des enseignants ou du personnel de l'école* » ; on évoquera aussi le bannissement des méthodes répressives.

Les principales autres suggestions : on citera l'élaboration de programmes de sensibilisation des parents sur leur responsabilisation à l'égard de la vie scolaire de leurs enfants

Les principales suggestions que l'on évoquera ci-dessous sont moins fréquemment cités que les trois premières, mais elles ont toutes leur pertinence.

Ainsi, des algériens pensent qu'il y a une certaine responsabilité des parents quand on parle de la qualité de l'école. C'est pourquoi, certains suggèrent que *des programmes de sensibilisation soient organisés en direction des parents, en vue de discuter du contenu de la responsabilisation parentale dans le suivi scolaire et de la vie à l'école de leurs enfants.* Une proposition qui se justifie au regard d'un phénomène déjà corroboré par une autre enquête (2008) du CIDDEF, sur les droits des enfants, montrant combien la communication parents- enfants sur leurs problèmes et leurs difficultés scolaires était effectivement faible. Ce qui n'aide pas les enseignants dans leur tâche d'enseignement.

Il y a ce qui incombe aux parents dans leur contribution à améliorer le niveau de l'école algérienne, mais il y a également ce qui, selon les sondés, incombe à l'institution. Pour certains, **le contrôle** du bon fonctionnement des écoles doit être plus important et systématique. Un contrôle qui ne doit pas se limiter à la seule inspection des enseignants mais également à celui des directeurs et du personnel (surveillants).

On terminera par ceux qui évoquent la nécessité de se préoccuper à présent de fournir à toutes les écoles **le matériel pédagogique** indispensable à certaines matières ; à introduire des **activités culturelles** dans les écoles, à mettre en place un **transport scolaire** dans certaines zones et une proposition, nullement en marge : **l'amélioration des conditions socio- professionnelles des**

enseignants. Enfin, il y a ceux qui pensent que l'amélioration de l'école passe aussi par la réforme, la **modernisation de l'institution** même qui s'occupe de l'éducation.

Les mesures récentes sur le week end et l'année scolaire : d'accord pour les cinq jours mais... pas pour l'allongement de l'année scolaire

La réduction du nombre de jours travaillés de 6 à 5 introduite par le ministère de l'éducation avec le nouveau week end, est jugée judicieuse par 57% des sondés. Mais 36% pensent quand même qu'elle est mauvaise. 6.4% ne savent pas. Cette dernière proportion se retrouve dans les différentes composantes de la population adultes, y compris dans les différents niveaux d'instruction.

Une analyse plus fine montre qu'il n'y a pas beaucoup de différences suivant la dispersion géographique (urbain ou rural), suivant le sexe, ou l'âge. Ni même selon le niveau d'instruction. Il faut noter par contre un phénomène important, qu'on a observé sur les autres aspects de ce sondage, à savoir la proportion relativement importante de personnes qui répondent « je ne sais pas » chez les analphabètes (15% contre 2.4% chez les personnes de niveau d'instruction supérieur). Si on ne prend pas en compte ces personnes, il apparaît nettement, alors, que la proportion de personnes qui trouvent l'idée judicieuse, baisse avec le niveau d'instruction. Du reste, sans même enlever ces personnes du calcul, il y a environ 29% qui ne trouvent pas l'idée judicieuse chez les analphabètes contre 49% chez les personnes de niveau supérieur.

La contrepartie naturelle de ce changement qui est l'allongement de l'année scolaire (jusqu'au 5 juillet) est par contre jugée négativement : 48% jugent qu'elle est mauvaise contre 46% qui jugent qu'elle est bonne. 6% ne savent pas. Il faut noter que 40% environ des personnes qui jugent la décision de réduire la semaine à cinq jours judicieuse trouvent dans l'allongement de l'année scolaire une mauvaise idée.

Systèmes d'enseignement parallèles : plus répandus qu'on ne pense

Cet aspect est cerné à travers le secteur d'enseignement des enfants scolarisés, les cours particuliers et la fréquentation de l'école coranique.

Il apparaît d'abord que la proportion d'enfants scolarisés dans un établissement privé est extrêmement faible : seuls 0.9% des parents ont des enfants scolarisés dans le secteur privé.

Ils sont beaucoup plus nombreux à faire prendre à leurs enfants des cours particuliers : 24.2% ont au moins un enfant du niveau primaire ou moyen qui a pris des cours particuliers l'année passée. Cela représente une proportion très importante. Les matières de ces cours particuliers sont en premier, et de loin, les mathématiques. Cette matière est citée dans 70% des cas. Vient ensuite la langue française (40% des cas), la physique (31% des cas) et enfin l'arabe (11%) et les sciences naturelles.

Les cours particuliers sont surtout pris en milieu urbain (25% contre 15% en milieu rural), et, phénomène intéressant, les parents analphabètes sont dans la même proportion que les parents d'un niveau d'éducation supérieur à offrir des cours particuliers à leurs enfants : 34.7% pour les analphabètes et 45.6 pour le supérieur. On observe par contre un « creux » entre les deux niveaux. Les personnes du niveau du primaire, du moyen ou du secondaire, y auraient moins recours.

A l'instar des cours particuliers, les cours de l'école coranique, qu'elle soit logée à la mosquée ou à un autre endroit sont aussi importants en proportion. 34% des parents affirment que leurs enfants allaient ou vont à l'école coranique. Le rural et l'urbain arrivent, ici, à égalité. Cette pratique est répandue aussi dans toutes les tranches d'âge, peut être un peu moins chez les plus âgés (55 et plus). Elle baisse par contre fortement avec les parents de niveau supérieur où elle atteint seulement 23% contre plus de 34% dans les autres niveaux.

Tamazight : la majorité des algériens d'accord pour son enseignement sur l'ensemble du territoire national

On a posé deux questions sur l'enseignement de tamazight. La première est de savoir si les enfants bénéficient d'un enseignement de tamazight dans leur école. On ne sera pas étonné de constater que la proportion de parents ayant des enfants dans ce cas est négligeable (...). Cette proportion ne doit pas toutefois être prise de manière précise. La connaissance de la proportion précise d'enfants (ou de parents ayant des enfants) bénéficiant de l'enseignement de tamazight devrait passer par un échantillonnage des établissements, ou des communes.

La deuxième question est relative à l'avis de l'interviewé lui-même sur l'enseignement de tamazight en lui demandant quelle forme doit prendre cet enseignement. Sur l'ensemble de l'Algérie, de manière obligatoire, sur l'ensemble de l'Algérie de manière facultative, dans les régions berbérophones de manière obligatoire, dans les régions berbérophones de manière facultative ou, enfin, pas enseigné du tout.

La première modalité recueille une proportion de 21% des avis exprimés. La deuxième et c'est sans doute là un point extrêmement important, recueille 38% des avis exprimés. C'est-à-dire que les deux modalités dépassent à elles seules 59% des avis. 7% et 11% des avis sont pour les troisième et quatrième propositions respectivement. Enfin 23% sont pour la cinquième proposition c'est-à-dire ne pas l'enseigner du tout.

Il n'y a pas de différence entre l'urbain et le rural. Pas de différence entre les deux sexes non plus. Ni entre les différentes tranches d'âge. Des différences apparaissent entre les niveaux d'instruction. L'avis de l'enseignement obligatoire sur tout le territoire national recueillerait relativement moins l'avis chez les personnes de niveau supérieur que chez les analphabètes. On observe le phénomène inverse pour l'enseignement partout en Algérie mais de manière facultative. Il n'y a pas de différences entre les niveaux d'instruction pour l'enseignement dans les régions berbérophones. Enfin, il y a une différence très nette selon le niveau d'instruction chez les personnes qui voudraient que Tamazight ne soit pas enseignée du tout. 27% chez les analphabètes et les personnes de niveau primaire voudraient que Tamazight ne soit pas enseignée du tout contre « seulement » 15% chez les personnes de niveau d'instruction supérieure. On observe ainsi une symétrie entre les partisans de l'enseignement obligatoire dans toute l'Algérie et ceux qui exclut toute forme d'enseignement.